

# La Grande Conversation

La revue de **Terra Nova**

ÉLECTIONS MUNICIPALES 2026

# La métropole grenobloise, laboratoire politique déboussolé

Politique

---

Par Alain Faure

Publié le 11 mars 2026

*Directeur de recherche CNRS, Sciences Po Grenoble, Université Grenoble Alpes, auteur de "Les émotions fortes en politique. Essai sur les hypermédiateurs des territoires"*

**Dans les 49 communes de la métropole grenobloise, la campagne électorale des partis met en avant l'attention au citoyen. Mais cette valorisation de la citoyenneté, dessinant un « municipalisme des émotions », n'a plus rien de commun avec l'engagement militant qui a longtemps caractérisé la vie grenobloise et traduit l'affaiblissement des partis, leur désorientation et l'exacerbation des conflits personnels au sein de chaque camp.**

**E**n soixante ans, Grenoble a connu quatre maires – Hubert Dubedout, Alain Carignon, Michel Destot et Éric Piolle – qui ont marqué et symbolisé leur époque. Chacun a impulsé, à sa manière, des orientations importantes en matière d’innovation, de rayonnement et de renouvellement politiques, dans le droit fil de ce qu’on a pu appeler le « laboratoire grenoblois » (formule qui désigne l’expérience politique visant à élaborer collectivement des politiques urbaines et sociales). Paradoxalement, les autres communes, qui composent avec la ville-centre une aire urbaine (et, pour partie, montagnarde) de près de 450 000 habitants, n’ont guère été associées à ce récit enchanté (à l’exception de la ZIRST de Meylan dans les années 1970).

La cuvée des municipales 2026 place une fois encore la capitale des Alpes au centre des attentions médiatiques avec un maire écologiste au bilan très controversé qui se retire tandis que, contre toute attente, revient dans l’arène électorale celui qui fut condamné trente ans plus tôt pour corruption et abus de biens sociaux. Mais la nouveauté se situe peut-être ailleurs, dans l’atmosphère d’une campagne marquée par des plaidoyers uniformes et une dynamique politique très décousue.

Quand on parcourt la rubrique « Municipales 2026 » du *Dauphiné libéré* sur les 49 communes de Grenoble-Alpes Métropole, trois tendances révélatrices se dessinent. Les deux premières sont d’une part l’attention obsessionnelle portée aux « citoyens » par les candidats dans leurs discours et d’autre part la violence des déchirements internes dans les partis pour arbitrer les affiliations et les alliances de leurs troupes. La troisième, plus subtile, tient aux incertitudes et aux inquiétudes qui planent sur l’avenir de la gouvernance métropolitaine.

Des citoyens rois, des partis dépassés, une intercommunalité indéterminée : l’écosystème politique grenoblois paraît déstabilisé par le sentiment d’une perte diffuse d’ambition collective, et l’on sent que ses acteurs abordent les élections

avec un certain flottement. À cela s'ajoute la grande discrétion observée chez les corps intermédiaires du territoire – syndicats, cercles professionnels, clubs de pensée, associations pionnières, entreprises innovantes, réseaux d'initiatives, groupes d'intérêts, mouvements d'avant-garde, etc. – à qui la séquence des municipales semble échapper alors que ces *forces vives* furent, historiquement, le cœur de chauffe du « laboratoire grenoblois » (dont le célèbre couple Université-Industrie).

## Citoyens, citoyens, citoyens...

À la lecture des professions de foi, on perçoit immédiatement que les 49 communes partagent une même grammaire électorale. Le cœur de tous les engagements concerne la place centrale accordée à la « parole citoyenne », au « nouveau citoyen » et aux « mouvements citoyens ». Une analyse lexicographique montre que le vocabulaire relationnel – citoyen, proximité, confiance, écoute – est très supérieur aux termes programmatiques ou idéologiques. Tous bords confondus, les candidats cherchent à capter les émotions du territoire, ils concentrent l'énergie sur les inquiétudes ressenties au quotidien. La campagne se déroule au rythme des battements de cœur inquiets d'une citoyenneté émotionnelle, nombriliste, où l'électeur est essentiellement interpellé à partir de son vécu et de ses indignations.

Cette dynamique est particulièrement visible dans les anciens bastions communistes de la métropole, notamment à Échirolles et Saint-Martin-d'Hères, où se referme un cycle politique ouvert dans les années 1950. Ces municipalités, longtemps structurées par une forte culture partisane et militante, voient aujourd'hui émerger des collectifs qui se présentent d'abord comme « citoyens » avant d'être politiques. Dans des communes de première couronne comme Seyssins, Poisat ou

Saint-Martin-le-Vinoux, la constitution de listes sans étiquette confirme ce déplacement du lexique militant vers le registre civique. La priorité va aux « collectifs d'habitants » et aux « démarches participatives ». Et dans la ville-centre, quatre des cinq groupes de premier plan (Verts-PS-PC, Place Publique-Équinoxe, Horizons, LR) soulignent par la voix de leur leader que leur liste a pour origine un mouvement citoyen. C'est l'empathie au ras du sol qui prime et qui donne le rythme. Les listes se placent à l'écoute des indignations et des souffrances. Que leurs têtes de liste soient néophytes ou élus aguerris, ils expliquent que leur engagement se situe au tempo émotionnel de cette démocratie des ressentis, tout en cherchant à tenir à distance les chapelles partisans.

La campagne bat ainsi au rythme d'une citoyenneté où l'électeur est appréhendé au nom de son vécu et de son expérience blessée du territoire. Avec un langage sensible qui surligne les inquiétudes du déclassement, de la violence et de la perte de maîtrise du cadre de vie. Cette approche, très apolitique dans sa forme, relègue les étiquettes partisans au mieux en petits caractères au bas des affiches.

Médiatiquement, la compétition est personnalisée sur la tête de liste, sur **son image et sa réputation personnelle**, ne laissant au débat programmatique des équipes qu'une place **secondaire** par rapport à la construction d'une figure de maire crédible.

## Les partis dépassés

La deuxième impression forte que laisse cette campagne grenobloise concerne l'affichage au grand jour des conflits d'alliances et le désarroi manifeste des partis traditionnels en compétition face à la diversité des situations dans chaque commune. Les tensions autour des investitures font certes partie du folklore municipal mais, cette fois-ci, elles atteignent un degré rarement observé en termes de déchirements et de drames interpersonnels, avec des attaques *ad hominem* d'une virulence déroutante. Le théâtre politique s'alimente presque

chaque jour, dans la presse et sur les réseaux sociaux, de mises au point, de dénonciations et de procès d'intention personnalisés.

À Grenoble, les écologistes et les communistes ont ouvert le bal avec une procédure de désignation qui a généré divorces publics et dénonciations croisées. Les socialistes se sont ensuite scindés avec fracas en deux camps opposés tandis que les Insoumis jusqu'ici alliés aux Écologistes ont écarté leurs élus sortants lors de la constitution d'une liste autonome. À droite et au centre droit, plusieurs listes semblaient stabilisées avant qu'un jeu de ralliements au profit de celui que ses adversaires désignent comme « l'ancien maire corrompu » ne bouleverse les équilibres suite à un sondage, plongeant les appareils dans une confusion généralisée. Dans les communes périphériques, les ralliements et les fractures sont tout aussi disparates et à haute tension. À Échirolles et Saint-Martin-d'Hères, la fin d'un long cycle municipal communiste ouvre un espace fragmenté de recomposition entre héritage historique, écologistes et socialistes locaux. Dans d'autres communes, qu'elles soient issues de l'histoire industrielle de l'agglomération ou situées sur les côtes alpines, les alliances se font à géométrie variable. À Pont-de-Claix, fief du président métropolitain sortant, la stabilité municipale apparaît presque comme une exception dans ce paysage mouvant. Enfin, près de 20 communes, sur les 49 qui constituent la Métropole, ne présentent qu'une seule liste.

Dans ce paysage désordonné, le « nouveau citoyen » s'accompagne de profondes fractures avec les organisations partisans. Par exemple, les moins de 40 ans engagés dans la campagne revendiquent avec vigueur de nouvelles façons collectives de s'engager en politique à base d'horizontalité, de parité et de délibération. La métropole devient ainsi une mosaïque de scènes municipales disjointes, presque désynchronisées.

Pour prendre la mesure de ces évolutions, il faut revenir à l'ADN politique grenoblois. Les Groupements d'action municipale (GAM) qui portèrent Hubert Dubedout à la mairie en 1965 représentaient une innovation politique majeure en associant participation citoyenne, expertise technique et ambition réformatrice. Les GAM ont agrégé classes moyennes diplômées, militants associatifs et experts urbains autour d'un projet explicite de transformation de la ville. La participation citoyenne s'inscrivait alors dans un horizon de modernisation politique et urbaine qui articulait le savoir technique, la planification, l'innovation culturelle et l'ouverture à la parole habitante. La valorisation de la démocratie de proximité contribuait à légitimer un pouvoir municipal modernisateur fortement appuyé sur l'expertise.

La séquence actuelle semble marquer l'épuisement de ce modèle. La citoyenneté invoquée dans les campagnes municipales de 2026 n'est plus celle des GAM. Elle ne s'appuie plus sur des collectifs militants structurés ni sur un projet réformateur d'ensemble. Elle renvoie davantage à l'expression des ressentis individuels et à la captation des émotions locales. L'engouement participatif grenoblois semble passer du municipalisme des militants au municipalisme des émotions. Et ce qui frappe le plus dans ce contexte fiévreux, c'est l'absence de boussole. Là où les GAM associaient participation citoyenne et ambition de transformation urbaine, l'appel contemporain au « nouveau citoyen » paraît beaucoup plus indéterminé. Le terme fonctionne comme une incantation consensuelle qui permet d'agrèger des mécontentements disparates plutôt que de structurer un projet collectif. Il renvoie moins à l'organisation d'une société locale qu'à la reconnaissance d'expériences individuelles blessées : habitants exaspérés, usagers frustrés, riverains inquiets. La politique municipale devient l'espace en apparence apolitique où ces ressentis trouvent une traduction publique. Et les partis politiques, pris dans la tourmente des dissensions internes, ne formulent plus aucune perspective programmatique d'ensemble.

# L'heure des médiateurs communautaires ?

Troisième tendance : l'intercommunalité indéterminée. La séquence des municipales révèle un déplacement du terrain d'expérimentation. Beaucoup des dossiers qui dominent les campagnes communales – pollution, logement, mobilités, sécurité ou développement économique – débordent largement le cadre municipal. Leur résolution appellera des arbitrages et des compromis à l'échelle de l'agglomération que l'institution intercommunale, Grenoble Alpes Métropole, devra traduire en priorités de politiques publiques, dans une nécessaire concorde.

Or, la métropole souffre aujourd'hui d'une crise profonde d'incarnation symbolique. L'efficacité du leadership métropolitain tient certes à la construction de compromis entre intérêts divergents qui sont pour partie liés à des concurrences entre les territoires mais, dans cette période fiévreuse de citoyenneté affective, la clé politique des négociations se situe dorénavant dans la capacité des élus communautaires à proposer un récit commun par-delà les prés carrés communaux. Dans cet esprit, on observe que le « métier » politique des élus communautaires est en train de changer. Il consiste moins à gouverner un grand territoire ou à faire coopérer des territoires entre eux qu'à porter les promesses d'un horizon partagé. Cette incarnation politique métropolitaine par les symboles tarde à advenir. Ce qu'il manque à la métropole grenobloise, ce sont des élus ambassadeurs, à la fois médecins des crises, paratonnerres des colères et tisserands du sens commun.

Heureusement, la manière dont certains candidats imposent leur leadership sur les scènes municipales, laisse deviner qu'un nouveau terrain d'expérimentation pourrait s'offrir à eux. Pourquoi pas – et ce serait une innovation majeure en Isère – avec la formation d'un exécutif qui rassemblerait des élus du

centre gauche au centre droit ? Dans cette hypothèse, on pourrait retrouver l'esprit du laboratoire grenoblois : un front modernisateur qui met en première ligne et en synergie les corps intermédiaires du territoire. Le « moteur grenoblois », qui carburait dans les années 1990-2000 à la technoscience, s'est déplacé depuis vers d'autres imaginaires à base de transitions et de solidarités. Les acteurs innovants attendent une majorité visionnaire plutôt que politique. La nouvelle concorde doit permettre de revisiter les fièvres citoyennes en racontant les enthousiasmes plutôt que les colères.

Une chose est sûre : quel que soit le résultat des urnes commune par commune, le troisième round électoral métropolitain désignera un exécutif qui sera confronté au défi transpartisan de cet aggiornamento communautaire.